

Alphée Roche-Noël

La France contre le monarque

De l'An Mil à nos jours



PASSÉS/COMPOSÉS

La France contre le monarque

DU MÊME AUTEUR

Géographie de l'histoire de France, Paris, Cerf, 2019

Marx rapatrié, Paris, Cerf, 2020

Alphée Roche-Noël

La France contre le monarque

DE L'AN MIL À NOS JOURS

PASSÉS/COMPOSÉS

ISBN : 978-2-3793-3581-5

Dépôt légal – 1^{re} édition : 2022, mars

© Passés composés / Humensis, 2022

170 bis, boulevard du Montparnasse, 75680 Paris cedex 14

Le code de la propriété intellectuelle n'autorise que « les copies ou reproductions strictement réservées à l'usage privé du copiste et non destinées à une utilisation collective » (article L 122-5) ; il autorise également les courtes citations effectuées pour un but d'exemple ou d'illustration. En revanche, « toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle, sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause, est illicite » (article L 122-4). La loi 95-4 du 3 janvier 1994 a confié au CFC (Centre français de l'exploitation du droit de copie, 20, rue des Grands-Augustins, 75006 Paris), l'exclusivité de la gestion du droit de reprographie. Toute photocopie d'œuvres protégées, exécutée sans son accord préalable, constitue une contrefaçon sanctionnée par les articles 425 et suivants du Code pénal.

Cette histoire que je dévore, ce n'est pas l'histoire des dieux, des rois, des saints, – c'est l'histoire de Pierre et de Jean, de Mathurine et de Florimond, l'histoire de mon pays, l'histoire de mon village ; il y a des pleurs de pauvre, du sang de révolté, de la douleur des miens dans ces annales-là, qui ont été écrites avec une encre qui est à peine séchée.

Jules VALLÈS, *L'Enfant*, 1879

Sommaire

Une histoire à front renversé	11
Chapitre 1. Le temps des villes (l'An Mil-1415).....	19
Chapitre 2. Le temps des institutions (1415-1610)	63
Chapitre 3. Le temps des révoltes (1610-1789)	109
Chapitre 4. Le temps de la nation (1789-1795).....	151
Chapitre 5. Le temps du peuple (1795-1871).....	193
Épilogue. Le temps de la société (1871 -...)	249
Notes.....	269
Bibliographie classée par chapitre.....	277

Une histoire à front renversé

Ce livre est né d'un sentiment de révolte. Quelque chose était à écrire : une histoire à front renversé, où la France ne serait pas sortie de la volonté de monarques-démiurges, mais se serait révélée, dans une large mesure, *contre* cette même volonté. L'histoire d'un affrontement, à tout le moins d'une tension. Une histoire positive cependant, créatrice de règles et d'aspirations qui ne cessent de déterminer et d'agiter notre vie politique et sociale. Si la France a « produit [...] deux modèles d'identification politique, antagonistes mais intellectuellement liés : la monarchie absolue et la République »¹, si elle a porté en gésine deux régimes si fondamentalement opposés, alors, sans doute, me disais-je, ces potentiels, réalisés pour l'un sous les règnes de Louis XIII et Louis XIV, pour l'autre, après bien des fausses couches, à partir de 1870-1871, s'étaient préalablement heurtés dans une même matrice. En les raboutant, en appelant au trône un monarque élu, la V^e République n'avait pas refermé ce conflit originel : elle l'avait rallumé en son propre sein.

Dans cet essai, donc, je formule l'hypothèse non seulement que notre histoire « nationale » fut marquée par des épisodes significatifs et récurrents d'une tension non encore résolue entre « la France » et ses « monarques », mais que la somme de ces épisodes fut déterminante dans la fabrication de notre société politique contemporaine, de ses équilibres, de ses patterns, de ses idées.

J'ai appelé ce livre *La France contre le monarque* ; j'aimerais dire en quoi cette antinomie est celle du *Commun* contre l'*Un*.

On se rappelle que lorsqu'il fut publié, en 1576, le *Discours de la servitude volontaire* portait pour titre alternatif le *Contr'Un*. Ce second titre n'est pas de La Boétie, mais de ses éditeurs posthumes,

et s'explique par le contexte de la parution de l'ouvrage – les guerres civiles et le développement des théories monarchomaques. Il a au moins ce mérite de ne souffrir aucune ambiguïté : l'*Un*, c'est non seulement, pour reprendre des termes de Hobbes, la « personne une » en laquelle « réside l'essence de l'État »² mais, en ce qui nous concerne, l'individu qui gouverne seul, qui incarne et concentre le pouvoir, qui résume et, en quelque manière, s'approprie le politique (« rien de public dans ce gouvernement où tout est à un », nous dit La Boétie). Dans la présente histoire, l'*Un* sera ainsi *roi*, *empereur*... et *président*. C'est une singularité nationale que, si toutes ces sortes de monarque n'ont pas exercé un pouvoir *absolu*, toutes néanmoins y ont tendu ; toutes se sont infiltrées dans les failles d'institutions qui n'avaient pas été conçues pour leur opposer une sérieuse résistance.

Face à ce personnage éminent, le modèle que je veux mettre en évidence a campé une autre entité : le *Commun*. Bien que le mot rappelle en transparence la « commune » médiévale, plus anciennement le « bien commun », dont il ne peut, du reste, être totalement distrait, les réalités auxquelles il renverra dans ces pages sont moins aisément préhensibles que la figure de l'*Un*. Qu'est-ce donc que ce Commun, qui voisine tout autant avec l'intangibilité du concept qu'avec la matérialité de l'histoire sociale ? Pour le comprendre, il ne suffit plus de plaquer un nom – Louis ou Napoléon *énième* – sur la collectivité : il faut se confronter à la pluralité des acteurs, à l'anonymat de la masse, de la foule, de l'opinion, à des franges plus ou moins larges de la société, à des classes et des groupes sociaux, à des corps et des communautés. Ainsi nous verrons le Commun se manifester sous diverses formes : bourgeois et peuple de Paris, députés aux états généraux, membres des parlements, protestants du Midi, paysans du Sud-Ouest ou de la Normandie, petits bourgeois de Bordeaux, femmes de la Halle et des faubourgs de la capitale, conventionnels, canuts, etc. Selon ses occurrences et ses modes d'action, il se révélera également dans des catégories différentes de la pensée qui, correspondant chacune à un moment de notre récit, en formeront par conséquent la trame : *villes, institutions, révoltes, peuple... société*.

Nous le verrons en maintes occasions : la rébellion, l'insurrection, le soulèvement seront des moyens privilégiés d'expression de ce Commun à géométrie variable. L'histoire que nous nous apprêtons à ouvrir n'est pas pour autant une histoire *des révoltes*, moins encore des *révolutions* : elle est *une histoire des expériences politiques communes* face au gouvernement d'Un seul.

Ayant rapidement présenté les deux acteurs de notre histoire – la société et le monarque, le Commun et l'Un –, il me faut caractériser leurs rapports réciproques, en commençant par écarter l'idée, anachronique et fausse, qui consisterait à y déceler une guerre ouverte, irréductible, consciente ; à faire ainsi des monarques les ennemis en toutes circonstances de leurs sujets, et des « Français » des républicains avant l'heure, précocement convaincus que la défense de leurs libertés passait par la réfutation de la forme monarchique de gouvernement.

En entrant dans ce livre, il faut accepter de quitter pour un temps notre tropisme d'héritiers de la « Grande Révolution », admettre que, dans l'ancienne France, la monarchie – dans sa forme non dévoyée par l'*absolutisme* – put être perçue comme un régime de justice, le fut même à certains égards, et demeura en tout cas le cadre indépassable de la société politique – et de son imaginaire – jusqu'à l'été 1791, jusqu'à la fuite à Varennes. « [...] les Français aiment leur roi, nous dit Jacques Krynen à propos des derniers siècles du Moyen Âge. Ils l'aiment, comme ils aiment le royaume, d'un "amour naturel" [...] Là [...], dans la relation psychologique et affective avec le Pouvoir, pourrait bien résider la cause la plus profonde de la longue adhésion des Français à l'État monarchique³. » Ce lien affectif subira l'outrage du temps, mais l'« innocence du principe royal⁴ » sera relativement préservée, nombre d'acteurs secondaires – « mauvais conseillers », ministres, intendants, traitants et autres gabelous – continuant, jusqu'à la fin de l'Ancien Régime, de *faire écran*, en quelque sorte, entre le roi et les populations. Cet amour n'est pourtant pas aveugle. Conditionné au respect, par le monarque, de ses devoirs envers « ses peuples », il subira au fil des siècles bien des nuances et des exceptions.

Ne pas tenir cette ambiguïté pour une donnée fondamentale de la relation entre le roi et les populations placées sous sa domination serait s'exposer à d'importantes erreurs d'interprétation. De même faut-il garder à l'esprit que la monarchie d'avant 1789 était la partie visible d'une structure sociale – la société d'ordres – si profondément ancrée dans les mentalités, qu'il apparaît sinon impossible, du moins improbable, que les individus et les groupes aient pu penser s'en abstraire. Ici, tout fait sens et système : la monarchie et son infrastructure politico-sociale forment ensemble un *fait social total*, au sens de Mauss, qui empêche, jusqu'à un certain point, la possibilité d'une remise en cause radicale. D'où l'exigence de *réforme* qui sous-tendra les revendications du Commun, du xiv^e siècle jusqu'à la fin du xviii^e, avec pour idéaltypes les règnes de saint Louis, Louis XII, Henri IV. Après l'Ancien Régime, les expériences du xix^e siècle ne simplifieront pas la compréhension des rapports entre l'Un et le Commun. Une fois advenu le nouveau genre de pouvoir personnel que sera le césaro-bonapartisme, ceux-ci n'en seront que plus ambigus, façonnés par l'expérience révolutionnaire, le suffrage universel, la crainte du retour des Bourbons.

Au total, *la France contre le monarque* ne décrit pas un affrontement à haute intensité – qui aurait du reste été soldé tôt ou tard par la création sinon d'une république, du moins d'une monarchie parlementaire – mais bien plutôt un décillement progressif, fait d'à-coups, de crises et de prises de conscience, d'avancées et de reculades. Ainsi, les fulgurances du peuple de Paris entre 1355 et 1413, et, par la suite, celles des factions, tant protestante que catholique, entre 1560 et 1593, laisseront chaque fois la place à une version plus parfaite, plus complète, plus oppressante, du pouvoir monarchique, et bien des générations seront nécessaires pour donner des successeurs aux révoltés du passé. Les développements qui suivent ne décriront donc pas différentes phases d'un seul conflit décisif, mais les multiples épisodes de tension d'une relation ambivalente et fluctuante.

Voici pour l'objet du livre. Il me faut maintenant dire un mot de son cadre temporel.

Au seuil de ce travail, une première question s'était posée : où commencer à creuser ? « Les Français du XIX^e siècle, a écrit François Furet, sont ce peuple qui ne peut chérir ensemble ce que 1789 a séparé ; qui, s'il aime la Révolution, déteste l'Ancien Régime, et s'il aime l'Ancien Régime, déteste la Révolution⁵. » Depuis le XIX^e siècle, le temps et la recherche historique ont fait pièce à cette injonction schizophrénique, nous offrant de dépasser le mythe de la nation-génération spontanée. À défaut de « longs antécédents de la Révolution française », selon l'expression, par trop téléologique, forgée par l'historien des états généraux Georges Picot⁶, du moins croyais-je pouvoir trouver, dans un passé lointain, de premières traces utiles. Il m'a semblé à cet égard que le seul point de départ vraiment significatif était l'« enfance de l'Europe », pour reprendre la formule de Robert Fossier⁷ : ce moment où, après l'évanouissement de l'empire de Charlemagne, les cartes du pouvoir furent rebattues et redistribuées ; où la seigneurie devint la cellule primordiale de la nouvelle société et où le bourg germa dans ses flancs ; où la couronne, par élection, échut aux Capétiens. L'An Mil serait ainsi la genèse d'une histoire qui rebondirait ensuite, avec une physionomie toujours renouvelée, dans les siècles des siècles.

J'ai parlé plus haut d'*épisodes* et, en effet, l'histoire du Commun s'écrit dans les blancs, dans les respirations, entre les lignes de l'histoire de l'Un et de son État. En l'abordant, il faut renoncer à la tentation de la linéarité à laquelle nous a habitués l'impression de continuité produite par l'histoire officielle, dynastique, seulement interrompue par les multiples allers-retours entre Bourbons et Bonaparte ; il faut accepter l'augure d'un récit en pointillés, mais non moins édifiant. Tirer le fil de ce récit épisodique donnera à voir une temporalité qui ne recouvre plus exactement le séquençement généralement admis par l'historiographie. Ainsi, le XV^e siècle et la Renaissance seront abordés en bloc, comme ce temps où les états généraux échouèrent de peu à réformer la monarchie, à substituer la souveraineté de l'assemblée à la souveraineté du roi. Ainsi, la Révolution, considérée du point de vue de la crise de l'État monarchique, de la naissance de la nation comme communauté politique, de l'affrontement entre ces deux entités, de la découverte par la

nation – désormais orpheline – de ses propres limites, se concentrera dans les années 1789-1795. Ainsi, le XIX^e siècle naîtra, d'une certaine manière, avec vingt ans d'avance sur son commencement habituel : en 1795, et non plus en 1815, lorsque les conditions se mettront en place de la prise du pouvoir par Bonaparte.

Ici reparaît le sentiment de révolte, donné plus haut comme le moteur de ce livre.

Jusqu'à présent, l'histoire politique de notre communauté nationale s'est en grande partie présentée à nos yeux comme celle des monarques, comme celle de l'assujettissement de la société civile à une succession d'individus prétendument extraordinaires. Une histoire, en somme, de transcendance et d'incarnation ; une histoire de demi-dieux ; un mythe ; un mensonge. Bien sûr, depuis le XIX^e siècle, dans le sillage de la Révolution française et à la faveur du développement des sciences humaines, l'historiographie s'est extirpée de la gangue des chroniques et autres chansons de geste. Au récit linéaire, elle a substitué une approche réticulaire : elle a fait entrer le peuple, les groupes sociaux, les individus dans l'histoire. Mais mille ans d'hagiographie monarchique ont plus fortement imprimé les mentalités que quelques décennies d'histoire sociale et populaire. *Vae victis!* : le Commun fut vaincu dans les livres en même temps qu'il l'était dans le combat pour la gouvernance de la Cité. L'histoire, a écrit Simone Weil, est le « siège d'un processus darwinien plus impitoyable encore que celui qui gouverne la vie animale et végétale. Les vaincus disparaissent. Ils sont néant⁸ ». Ainsi, la figure de l'Un a absorbé la plus large part de l'imaginaire politique, et continue de le surplomber, de l'écraser même, au moment où j'écris ces lignes.

Pour quiconque croit que l'histoire peut être, selon le mot de Patrick Boucheron, « une halte pour reposer la conscience⁹ », pour quiconque croit que la mémoire peut être le creuset des luttes futures, cette approche amnésique est en soi une injonction à rappeler les préventions qu'ont exprimées nos ancêtres spirituels contre le pouvoir d'Un seul, des derniers siècles du Moyen Âge jusqu'aux commencements de la III^e République, en passant par

Une histoire à front renversé

la grande époque des états généraux, la Fronde, les révolutions de 1789, 1830, 1848, 1870-1871. Alors, au moment d'entrer dans le vif du sujet, j'aimerais faire mienne cette profession de foi de Howard Zinn : « Une histoire qui se veut créative et souhaite envisager un futur possible sans pour autant trahir le passé, devrait, selon moi, ouvrir de nouvelles possibilités en exhumant ces épisodes du passé laissés dans l'ombre et au cours desquels, même si ce fut trop brièvement, les individus ont su faire la preuve de leur capacité à résister, à s'unir et parfois même à l'emporter¹⁰. » J'aimerais également me placer sous la protection de Michelet, qui, dans son *Histoire de la Révolution*, a écrit ceci : « Heureusement le temps avance. Nous sommes un peu moins imbéciles. La manie des incarnations, inculquée soigneusement par l'éducation chrétienne, le messianisme, passe. Nous comprenons à la longue l'avis qu'Anacharsis Cloots nous a laissé en mourant : "France, guéris des individus."¹¹ »

CHAPITRE 1

Le temps des villes

(l'An Mil-1415)

À propos des racines de la démocratie, on évoque plus aisément Athènes et Rome que le cœur d'un Moyen Âge dont les réminiscences nous semblent obscures. C'est pourtant vers l'An Mil que se situe la « genèse souterraine » de notre objet, pour reprendre une formule de Philippe Contamine¹. À hauteur de notre histoire « nationale », cette genèse prend la forme d'un antagonisme primordial entre l'Un et le Commun. Dans ce temps matriciel, les seigneuries apparaissent, bientôt coiffées par la royauté capétienne. Contre elles deux se pressent des communautés villageoises et urbaines qui tout à la fois les renforcent – par les richesses qu'elles créent – et les contredisent – par les libertés qu'elles revendiquent. Du XI^e au XIII^e siècle, les villes, sans s'affranchir complètement de la tutelle seigneuriale, lui fixeront des bornes. À partir du milieu du XIV^e siècle, c'est face aux rois qu'elles prétendront tenir, dans l'ordre politique, la place qu'elles se sont taillée dans l'ordre social. À moins que ces derniers, désormais solidement assis sur leur trône, ne les remettent dans leur orbite.

CEUX QUI PRIENT, CEUX QUI COMBATTENT... ET CEUX QUI SE SERRENT LES COUDES

La seigneurie

Sombre période que celle où, après l'effondrement de l'empire de Charlemagne, s'est dissipé jusqu'au rêve d'empire hérité des Romains. Paralysé par les limites techniques propres à son temps,

dévoré par les coutumes franques, le système carolingien s'est écroulé sur lui-même, dès le premier ix^e siècle. A-t-il jamais existé, au sens où nous pourrions l'entendre aujourd'hui, munis de nos catégories modernes ? Sorti de l'imagination des clercs, sanctifié par le pape, il ne pouvait en tout cas pas faire renaître durablement l'unité romaine sur le pauvre substrat que l'époque avait à offrir. Plus qu'une réalité tangible, il avait été une idée, une esquisse, une intention : mirage sublime de la Noël de l'an 800. Les fonctions, les circonscriptions administratives sur lesquelles cette idée avait prospéré, semblent n'avoir existé que pour servir de cadre au monde nouveau. À bonne distance de leur empereur, en effet, les comtes de Charlemagne ont tôt fait de s'approprier leurs titres et de les transmettre à leurs héritiers. Ce temps de la dislocation de l'Empire est aussi celui où les menaces s'amoncellent : au nord, à l'est, au sud, des groupes humains entrent, passent et se servent, parfois s'installent. Alors les villes se ferment, se mettent en défense ; alors la puissance militaire acculée s'adjoint des hommes d'armes pour rétablir l'ordre.

« Le premier qui, ayant enclos un terrain, s'avisa de dire : Ceci est à moi, et trouva des gens assez simples pour le croire, fut le vrai fondateur de la société civile », a écrit Rousseau², faisant ici œuvre d'anthropologie plus que d'idéologie. Ce principe en effet s'applique aux soudards de l'An Mil. Ceux qu'on avait recrutés pour leur force finissent par s'imposer par la force : un peu partout ils érigent des châteaux – modestes tours de bois garnies de palissades –, s'octroient les terres qu'ils dominent du haut de leurs édicules. Ainsi, pour reprendre les mots de Robert Fossier qui a forgé le concept d'*encellulement*, « tous les hommes sont pris dans les mailles étroites d'un tissu de "seigneuries" dont chaque cellule est le cadre normal de sa vie³ ». Dans ce phénomène, Robert Fossier, Georges Duby avant lui ont pu déceler une « mutation de l'An Mil », voire une « révolution féodale », hypothèse remise en cause par un courant historiographique postérieur, formé autour de Dominique Barthélemy, qui observe une transition plus douce avec l'époque carolingienne. Sans entrer dans un débat qui appartient aux historiens, je me bornerai pour ma part à ce fait – établi, ce me

Table

<i>Tours de vis fiscaux et colères populaires</i>	125
<i>Les réformes du Parlement</i>	128
<i>Confusion : nouvelles frondes et « vieille Fronde »</i>	131
<i>L'Ormée : un cas singulier mais porteur de sens</i>	133
<i>Ni réflexe conservateur, ni répétition générale</i>	134
<i>Absolutisme louis-quatorzien et trame des rébellions futures</i>	136
RÉBELLIONS ET OPPOSITION	138
<i>Un XVIII^e siècle sur le « mode de l'intranquillité »</i>	138
<i>Impôt, consentement et égalité</i>	140
<i>Droit à l'existence contre libéralisation du commerce des grains</i>	142
<i>Revendications paysannes contre réactivation de la seigneurie</i>	144
<i>Opposition parlementaire... et « éducation révolutionnaire »</i>	146
<i>Le legs des « Lumières »</i>	149
Chapitre 4. Le temps de la nation (1789-1795).....	151
LES CONVULSIONS DE L'ANCIEN RÉGIME	151
<i>Dette et impasse politique</i>	151
<i>Les cahiers de doléances contre la société d'ordres</i>	154
<i>Situation et mobiles du peuple de Paris</i>	155
DES ÉTATS GÉNÉRAUX AUX JOURNÉES D'OCTOBRE : L'UN ÉBRANLÉ.....	157
<i>Révolution du tiers état</i>	157
<i>Chute d'un symbole monarchique</i>	158
<i>Naissance de la nation comme communauté politique</i>	160
<i>Majesté contre majesté</i>	162
<i>Sous le balcon royal</i>	164
DE LA FUITE À L'ÉCHAFAUD : L'UN RENVERSÉ	165
<i>Dans les cahiers de doléances : des louanges et des attentes</i>	165
<i>Contexte de la fuite</i>	167
<i>Conséquences de la fuite</i>	168
<i>La marche à la guerre</i>	170
<i>Le peuple, tombeur de la monarchie</i>	172
<i>La Convention, juge du roi</i>	175
LA NATION SANS LE ROI : UN COMMUN QUI SE CHERCHE	179
<i>Une citoyenneté exclusive</i>	179
<i>Des « citoyennes sans citoyenneté »</i>	181
<i>Esclavage et « préjugé de couleur »</i>	184
<i>Corps électoral et exercice des droits politiques</i>	186
<i>Un puissant ressort populaire</i>	189
Chapitre 5. Le temps du peuple (1795-1871).....	193
TERMINER LA RÉVOLUTION	193
<i>Les hommes de Thermidor</i>	193
<i>Le parti de la grosse propriété</i>	194

La France contre le monarque

<i>Constitution réactionnaire, méthodes factieuses</i>	196
<i>La logique des coups d'État : antiroyalistes, antijacobins</i>	197
<i>Prodromes du bonapartisme : de l'Italie à l'Égypte</i>	200
<i>De l'armée à l'État : le 18-Brumaire</i>	201
UNE NOUVELLE FORME DE POUVOIR PERSONNEL.....	203
<i>Une « monarchisation de la République »</i>	203
<i>Aut Cæsar aut nihil</i>	205
<i>Personnalisation de l'État, privatisation du politique</i>	206
<i>Propagande, police, code civil, armée... : les outils du contrôle</i>	209
<i>Des ouvriers sous étroite surveillance</i>	211
<i>Ambiguïtés du bonapartisme populaire</i>	212
LE RETOUR DES SPECTRES	214
<i>« Renouer la chaîne des temps »</i>	214
<i>Le roi contre la Chambre</i>	216
<i>Juillet 1830 : révolte de la rue, révolution de palais</i>	217
<i>Conscience de classe et programmes républicains</i>	220
<i>Le roi culbuté, la République proclamée</i>	223
<i>Guerre sociale et République de l'ordre</i>	225
L'EMPIRE OU LA COMMUNE	228
<i>« Boustrapa »</i>	228
<i>L'empire de la lutte des classes</i>	233
<i>Paris à la veille de sa révolution</i>	235
<i>Sic transit...</i>	237
<i>La République en danger</i>	239
<i>Ce que « Commune » veut dire</i>	240
<i>L'« antithèse de l'Empire »</i>	244
Épilogue. Le temps de la société (1871 –...)	249
L'UN ÉVINCÉ	250
<i>Lois de 1875 et crise du 16-Mai</i>	250
<i>Le boulangisme contre la République parlementaire</i>	252
<i>Ainsi va la République</i>	254
L'UN EXHUMÉ	256
<i>République populaire contre « chef véritable »</i>	256
<i>Deux fers au feu : le coup d'État et la voie légale</i>	258
<i>Parfaire l'entreprise de concentration du pouvoir</i>	261
L'UN CONTESTÉ	263
<i>Manifestations et effets de tribune</i>	263
<i>1968 et le refus du consentement à l'ordre établi</i>	264
<i>Notre histoire</i>	265
Notes	269
Bibliographie classée par chapitre.....	277